

# le bulletin

de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

## RECENSEMENT DE 2011

### IL FAUT REMPLIR L'ENM!

**Le mois de mai est un mois crucial pour le patrimoine statistique de l'Abitibi-Témiscamingue et ses municipalités. Si tous les ménages devront répondre au recensement obligatoire de Statistique Canada, un sur trois sera ensuite invité à répondre à la nouvelle *Enquête nationale auprès des ménages*, qui remplace la version détaillée du recensement. Plaidoyer en faveur d'un fort taux de réponse!**

À partir du 2 mai, tous les ménages canadiens recevront une enveloppe jaune contenant le **Recensement de 2011**. Il est obligatoire de répondre aux huit questions qui le composent.

Dans les quatre semaines qui suivront le recensement, Statistique Canada fera parvenir un questionnaire beaucoup plus long et détaillé au tiers des ménages de l'Abitibi-Témiscamingue (et du reste du pays). Cette **Enquête nationale auprès des ménages** (ENM), volontaire, vient remplacer la version détaillée du recensement, obligatoire, qui était envoyée à 20 % des ménages de la région. Elle comprend environ 70 questions.

Bien que l'ENM soit maintenant volontaire, il est impératif de la compléter. Les données qui en sont issues sont d'une importance capitale pour décrire les réalités sociales et économiques du territoire. Elles constituent une source de données inestimable à l'échelle des quartiers, des municipalités, des MRC et de l'ensemble de l'Abitibi-Témiscamingue, permettant de les caractériser et de suivre leur évolution.

Prise au cours de l'été 2010 par le gouvernement canadien, la décision d'abolir le caractère obligatoire de la version détaillée du recensement a été décriée par des centaines d'organisations, professeurs, chercheurs, etc. L'avis est unanime : la fiabilité, la comparabilité et la cohérence des informations colligées jusqu'à ce jour seront grandement altérées. Même Statistique Canada avoue ne pas pouvoir anticiper le niveau de qualité du résultat final, tout en avouant que « cette enquête n'offrira pas le niveau de qualité qui aurait été obtenu au

moyen d'un questionnaire détaillé obligatoire du recensement ».

#### Un portrait très incertain

Une équipe de méthodologistes et analystes de Statistique Canada a tenté de mesurer le biais que pourrait engendrer le caractère « volontaire » de l'ENM. Ils ont dressé le portrait de trois agglomérations (Toronto, Winnipeg et Bathurst) en comparant les données – fiables – obtenues à partir de la version longue du Recensement obligatoire de 2006 aux résultats qu'auraient donnée une enquête volontaire accompagnée d'un taux de réponse optimiste.

La simulation a eu pour résultat de surestimer largement le nombre de propriétaires, de francophones, de titulaires de diplômes universitaires et de bien nantis. Inversement, les personnes faiblement scolarisées se sont avérées grandement sous-estimées, tout comme le nombre de personnes à très faible revenu, les membres des Premières Nations et ceux d'autres communautés culturelles. Notons que suite à ces écarts, des mesures d'atténuation ont été développées par l'Agence fédérale.

Le résultat fait tout de même frissonner et donne le vertige lorsque l'on songe aux petites municipalités et MRC de la région qui souhaiteront obtenir des informations concernant leur territoire que seul le questionnaire détaillé et obligatoire du recensement pouvait leur fournir... aux cinq ans.

#### L'utilité des données

Rappelons que les données détaillées du

### LES DONNÉES ISSUES DES ENQUÊTES DE STATISTIQUE CANADA SONT CRUCIALES POUR LA RÉGION.

recensement sont utilisées pour dresser des états de situation typiques (démographie, revenus et faible revenu, scolarité, famille, logement, immigration et langue, emploi, etc.). Elles servent aussi de référence à quiconque souhaite implanter un service de garde, une politique familiale, une entreprise, ou planifier la desserte des services collectifs d'un milieu. Également, un nombre important d'enveloppes budgétaires se répartissent suivant ces données et la plupart des sondages s'appuient et réfèrent aux données de recensement pour élaborer et pondérer leurs échantillons.

Étant donné que la décision n'a pu être renversée, et pour éviter que les données recueillies ne soient inutilisables dû à un trop faible taux de réponse, il ne reste plus qu'à remplir massivement l'ENM. Plus les répondants seront nombreux, plus les estimations seront précises. Si l'on ne reçoit pas nous-mêmes le questionnaire, il faut inciter notre voisin de droite, ou celui de gauche, à le faire.

## DÉMOGRAPHIE

# UN PORTRAIT DES NAISSANCES

**Ce sont 1 660 bébés qui ont vu le jour en Abitibi-Témiscamingue en 2010, selon les données compilées par l'Institut de la statistique du Québec. Ce nombre représente une baisse de 95 naissances ou de -5 % par rapport à 2009 et vient inverser la tendance haussière notée dans la région depuis 2005. Tour d'horizon de l'univers des naissances.**

Le portrait plus longitudinal des naissances prend la forme suivante en Abitibi-Témiscamingue : en 1990, les naissances sont à un sommet et atteignent le nombre de 2 430 dans la région. S'ensuivent quinze années de baisse menant à 2004, qui affiche un creux de 1 370 naissances. Entre 2005 et 2009, la tendance s'inverse et le nombre de nouveau-nés augmente d'année en année, pour fléchir légèrement en 2010. Rappelons que dans ses perspectives 2006-2031, le scénario de référence de l'Institut de la statistique du Québec prévoit une baisse annuelle modeste, mais ininterrompue, du nombre de naissances dans la région, estimant leur nombre à 1 260 en 2030.

Au sein des MRC, on note que 290 bébés sont nés dans celle d'Abitibi en 2010 tandis qu'en Abitibi-Ouest, leur nombre a été de 210. À Rouyn-Noranda 471 naissances ont été notées, on en a compté 500 dans La Vallée-de-l'Or et 195 au Témiscamingue.

### La fécondité

L'âge moyen des mères des enfants ayant vu le jour en 2010 dans la région était de 28 ans,

soit deux ans de moins que l'âge noté dans la moyenne du Québec, qui atteint presque 30 ans. On constate qu'au fil de chaque décennie, l'âge moyen des mères gagne une année : en 1991, elles étaient âgées de 26 ans en moyenne et en 2001, de 27 ans. La tendance suit le même cours dans l'ensemble du Québec.

Sans surprise, c'est surtout entre 25 et 29 ans que se situait l'âge des mères ayant donné naissance en 2010 dans la région (41 %). Avant l'âge de 20 ans, les naissances se sont faites assez rares (5 %) de même qu'après 40 ans (2 %).

Depuis plusieurs décennies, l'Abitibi-Témiscamingue se démarque par son indice synthétique de fécondité<sup>1</sup>, qui affiche une marque plus élevée que ce que l'on note dans la moyenne du Québec. Le seuil minimal qui assure un remplacement naturel des générations est de 2,1 enfants par femme. En Abitibi-Témiscamingue, il a été atteint en 2009, mais a perdu un dixième de point en 2010, conséquence de la petite baisse des naissances constatée au cours de l'année. Notons qu'outre le Nord-du-Québec, aucune

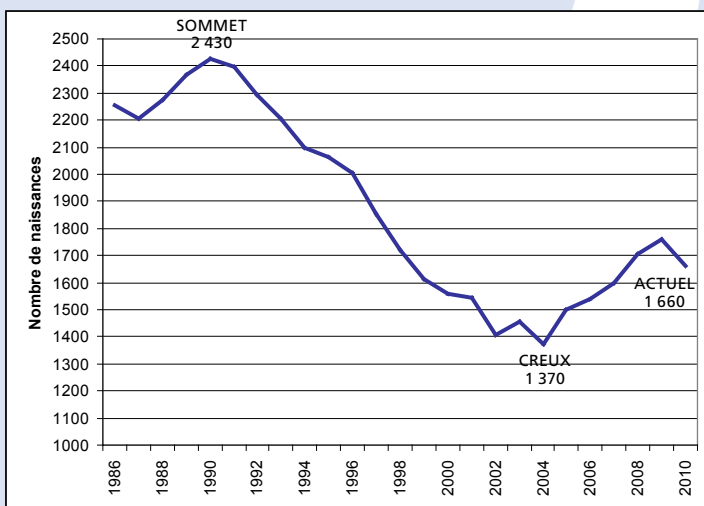
### NAISSANCES SELON L'ÂGE DE LA MÈRE, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2010<sub>p</sub>

	Naissances	%
15-19 ans	86	5,2
20-20 ans	355	21,3
25-29 ans	675	40,6
30-34 ans	399	24,0
35-39 ans	123	7,4
40-44 ans	25	1,5
45-49 ans	0	0,0
<b>Total</b>	<b>1 663</b>	<b>100,0</b>

autre région du Québec n'a réussi à atteindre le seuil de 2,1 au cours des dernières décennies au Québec. En 2010, le Nord-du-Québec affichait un indice de 2,7 enfants par femme tandis que l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord suivaient dans le classement, avec toutes deux 2,0 enfants par femme.

Enfin, selon les plus récents calculs, ces enfants, s'ils sont de sexe masculin, peuvent espérer vivre en moyenne 77 ans. S'ils sont de sexe féminin, leur espérance de vie gagne cinq années et atteint 82 ans.

### ÉVOLUTION DES NAISSANCES EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 1986 À 2010<sub>p</sub>



Source : Institut de la statistique du Québec.  
1. Cet indice représente la somme des taux de fécondité par âge de 13 à 49 ans.

### Mariés, mes parents ? Non !

Parmi tous les bébés ayant vu le jour en Abitibi-Témiscamingue en 2010, une immense majorité, soit 82 %, est née de parents qui n'étaient pas mariés.

Plusieurs régions affichent une proportion de naissances hors mariage similaire à celle de l'Abitibi-Témiscamingue. Toutefois, la tendance est autre à Montréal (37 %) et à Laval (40 %), expliquant le faible taux qu'affiche la moyenne du Québec (63 %).

Source : Institut de la statistique du Québec.

## CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR

# PLUS DE 35 ANS D'HISTOIRE

**D'abord modeste lieu de rencontre et d'hébergement temporaire, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est devenu une instance incontournable pour les autochtones vivant ou étant de passage dans cette ville, qu'ils soient Anishinabek, Cris, Métis, Inuits ou autre. Dans *Kinawit* – qui signifie « nous » en langue anishnabe – l'auteur François Bélisle relate l'histoire du Centre et, par ricochet, celle de la présence autochtone à Val-d'Or.**

Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est né en 1974 à l'initiative de trois algonquins : Fred et Richard Kistabish d'Abitibiwinni, et Jean Papatie, alors chef de la communauté du Lac-Simon. Constatant l'éventail des besoins des autochtones à Val-d'Or et sachant que des fonds étaient disponibles pour soutenir une telle initiative, ils ont décidé de suivre le modèle du seul centre d'amitié de l'époque au Québec, celui de Chibougamau.

L'aventure débuta par l'achat d'un immeuble sur la 3<sup>e</sup> avenue. Le premier président, Fred Kistabish, indique qu'« on ne nous a pas mis de bâtons dans les roues pour fonctionner, mais nous n'avions pas de partenaires flagrants. Ça a été difficile au début, mais ce ne fut pas très long avant que ça prenne de l'ampleur. Nous étions débordés... » Après cinq ans dans ces locaux, le Centre déménage sur la 6<sup>e</sup> rue afin de palier un manque d'espace, problème qui sera récurrent et demeure présent aujourd'hui.

### Être autochtone à Val-d'Or en 1974

Que représentait le fait d'être autochtone à Val-d'Or en 1974 ? « Les "Indiens" n'avaient pas de place. Nulle part. Il ne se passait absolument rien pour nous. J'étais probablement le seul à Val-d'Or ! », souligne Richard Kistabish. « Mais j'avais de bons copains qui me protégeaient, me surprotégeaient en fait. Des blancs, du monde spécial. Je ne me faisais pas servir dans les bars dans ces années-là. Il n'était pas question de me donner une bière quand je commandais au comptoir, encore bien moins au *waiter*. J'avais dans la jeune vingtaine et il s'agissait d'un comportement jugé normal et naturel ».

Même son de cloche de la part de Margaret Jackson, qui a travaillé au Centre dès les débuts et témoigne de la difficulté d'être autochtone à Val-d'Or à l'époque : « On a pensé longtemps que j'étais Algonquine, mais dans les faits, ma mère était Crie. Une chose demeurait, j'avais la peau plus blanche que les autres. Alors je faisais souvent les courses.

Près du Centre, il y avait un genre d'épicerie. C'est moi qui y allais. On me disait : Margaret, vas-y parce que tu es "blanche" ».

### Prendre lentement sa place

Au milieu des années 1970, emplettes obligeant, « on les voyait arriver le 1<sup>er</sup> du mois, puis autour du 20, à l'occasion des allocations familiales, puis vers le 28 lors des pensions de vieillesse, puis les gens retournaient dans les communautés », rappelle Margaret Jackson. Mais lentement, les autochtones ont été plus nombreux à s'établir à Val-d'Or, à fréquenter le Centre, à prendre part à des événements spéciaux comme les parades du temps de la chasse. Val-d'Or est lentement devenu un point de chute obligé en matière de services de tous genres et le Centre, un acteur incontournable.

Au milieu des années 1980, des difficultés administratives et financières surviennent. Une restructuration rapide s'ensuit, recentrant les activités autour des objectifs initiaux et de la mission, qui est d'améliorer la qualité de vie des autochtones en milieu urbain. On entreprend des activités de financement. Parmi les grandes réalisations de l'époque, mentionnons le projet domiciliaire *Wawaté*, qui comprend trois immeubles et six logements dédiés aux autochtones de la ville.

Le Centre s'ouvre également à la population allochtone et plusieurs activités de sensibilisation ont cours afin de faire connaître les communautés. Des gestes d'ouverture sont posés et lentement, on observe un changement dans les mentalités. En 1991, on dénombre un peu plus de 250 autochtones dans l'agglomération de Val-d'Or, comparativement à près de 2 000 en 2006.

### Réseautage et économie sociale

L'année 1994 est marquée par la construction d'un édifice de 10 000 pieds carrés sur trois étages, au coût de 2,2 M\$, sur la 7<sup>e</sup> rue. Une annexe suivra en 2002, de même que l'intégration d'un Centre de la petite enfance.

Celui-ci est d'ailleurs sur le point de doubler sa superficie et sa clientèle, au moment où le Centre se dote... d'une autre annexe!



La dernière décennie est marquée par l'élargissement des partenariats avec d'autres organismes du milieu, davantage de reconnaissance de la part de différentes instances, une croissance des services et un virage vers l'approche de l'économie sociale, qui permet de concilier la mission et les besoins. En plus des services d'accompagnement et de relation d'aide, le Centre offre aujourd'hui ceux de garderie, hôtellerie, cafétéria, boutique, location de salles de réunion, etc.

Il est devenu un espace de revendication et d'affirmation identitaire pour les autochtones urbains, un lieu de développement de l'estime de soi autant qu'un incubateur pour les leaders de demain. Le nombre d'employés qui y travaille est passé de 16 permanents au milieu des années 1990 à 70 en 2010, dont 70 % sont autochtones. Son budget de fonctionnement s'élève à 3 M\$.

Tout n'est pas gagné pour autant, et les défis demeurent immenses. Laissons le mot de la fin à l'un des fondateurs, Fred Kistabish : « Moi, par exemple, on me demande : d'où viens-tu ? Je leur réponds : Pikogan. 99,9 % me disent : C'est où ça ? La population québécoise ne sait pas où sont les communautés et encore bien moins comment elles vivent ! Il y a un rôle d'éducation à accomplir et les Autochtones doivent en prendre le leadership ».

Source : François Bélisle, *Kinawit. Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or de 1974 à 2010*, 2011.

## TOURISME

# CHALET À LOUER

**Le marché de la location de chalets, ici comme ailleurs, est un secteur relativement méconnu de l'hébergement de tourisme, mais son importance économique est certaine. Une étude parue récemment nous renseigne sur divers aspects de ce mode d'hébergement qui a le vent dans les voiles.**

Il faut d'abord préciser que les données entourant la location résidences de tourisme de villégiature au Québec – souvent des chalets – sont partielles et ne permettent pas de dresser un portrait exhaustif du secteur. Néanmoins, on sait que son importance économique est indéniable : parmi tous les voyages d'agrément effectués au Québec par des Canadiens (plus de 90 % sont Québécois), 35 % ont été réalisés dans des résidences de tourisme de villégiature, le plus souvent des chalets (2008). La plupart du temps, ces chalets étaient privés et appartenaient à la famille ou aux amis des voyageurs (83 % des cas). Dans 17 % des cas, ils étaient loués. Les dépenses effectuées au cours de ces séjours en chalets représentent 18 % de toutes les dépenses des voyages d'agrément au Québec.

### Quelques données régionales

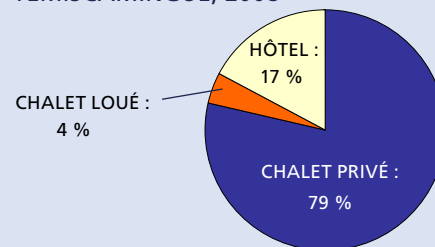
En Abitibi-Témiscamingue, on estime à 3 000 le nombre de voyageurs ayant loué un chalet en 2008. S'y ajoutent 55 000 autres personnes – incluant les propriétaires – ayant séjourné dans un chalet privé de la région.

On compte dans la région 28 résidences de tourisme – encore ici surtout des chalets – qui sont classifiées par la Corporation de l'industrie touristique du Québec (2011). L'une d'entre elles se voit attribuer une étoile, 5 en ont deux, 14 affichent trois étoiles, et 7 atteignent quatre étoiles. Un seul établissement est en attente de sa classification. Si la moitié de nos résidences sont de type trois étoiles, le portrait est tout à fait comparable dans l'ensemble du Québec.

### Caractéristiques des séjours

La clientèle louant des chalets au Québec est très variée. L'âge moyen est de 44 ans, mais

### HÉBERGEMENT DES TOURISTES D'AGRÉMENT CANADIENS EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2008



les moins de 34 ans représentent une forte part des locataires, soit 39 %. Le revenu des ménages dépasse 75 000 \$ dans la moitié des cas.

Sans surprise, c'est surtout au cours de l'été que se font les locations (45 %), bien que l'hiver et le printemps en comptent chacune 21 % et l'automne, 14 %. La durée moyenne du séjour en chalet loué atteint presque quatre nuits et représente une dépense globale de 450 \$ (hébergement, nourriture, essence, etc.). En chalet privé, le séjour dure, en moyenne, trois nuits et l'investissement, beaucoup plus modeste en raison de l'absence de frais d'hébergement, s'élève en moyenne à 97 \$.

Parmi les activités de prédilection des locataires de chalets, notons la chasse et la pêche, la randonnée pédestre, l'observation de la faune, la visite de parcs nationaux, le bateau de plaisance et la plage. En comparaison, les clients des hôtels sont davantage intéressés par les activités culturelles et historiques.

Source : Réseau de veille en tourisme, *Portrait du marché des résidences de tourisme de villégiature au Québec*, 2010.

## SORTI DES PRESSES

Mariella Collini, *Portrait de l'économie et Portrait du marché du travail*, Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, 2011.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, *Bottin statistique de l'alimentation*, édition 2010.

Ministère de la Sécurité publique, *La criminalité au Québec, statistiques 2009*, 2011.

Société d'habitation du Québec, *L'habitation au Québec - Profil statistique de l'Abitibi-Témiscamingue*, 2011.

Institut de la statistique du Québec, *État du marché du travail au Québec - Bilan 2010*, 2011.

SADC d'Abitibi-Ouest, *Zoom sur 224 entreprises d'Abitibi-Témiscamingue et leur utilisation des nouvelles technologies*, 2010.

Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, *Enquête sur les pratiques culturelles au Québec - Faits saillants 2009*, 2011.

Pôle d'économie sociale Abitibi-Témiscamingue et Coopérative de développement régional, *Répertoire des entreprises d'économie sociale Abitibi-Témiscamingue de l'Abitibi-Témiscamingue*, 2011.

Table GIR du Témiscamingue, *Plan directeur d'entretien de chemins forestiers - Territoire de la MRC du Témiscamingue*, 2011.

Groupe de travail sur le milieu rural comme producteur d'énergie, MAMROT, 8 études dont : *Évaluation du potentiel de production énergétique des scieries du Québec*, 2011.

*Analyse sur l'accès aux ressources forestières pour la production d'énergie par les communautés rurales*, 2011.

*Synthèse des leviers et barrières au développement d'initiatives énergétiques en milieu rural québécois*, 2011.

*Potentiel énergétique des rejets thermiques industriels au Québec*, 2011.



L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774 et 1 866 762-0774  
Télécopieur : 819 797-0960  
www.observat.qc.ca

Pour recevoir gratuitement ce bulletin en format PDF, abonnez-vous :  
observatoire@observat.qc.ca

ISSN : 1913-1313 (Imprimé)  
ISSN : 1913-1321 (En ligne)  
1 400 abonnés

Rédaction  
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca

Collaboration  
Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca